



PREMIER CONFLIT SCAN

Projet « Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée »

République de Guinée, Préfectures de Labé, Mandiana, N'Zérékoré, sous-préfectures de : Doko et Conakry-Commune de Ratoma

FÉVRIER, 2019

Rapport rédigé par **Youssouf Bamba**
DME-Officer Projet Unis dans nos différences

Contacts:

Mamadou Dian Diallo
Coordinateur DME
Search for Common Ground
Rue RO N°128, Quartier Taouyah, Commune Ratoma
Tél. +224 626 26 54 85
Email : mdiandiallo@sfcg.org

Koala Oumarou
Country Director
Search for Common Ground
Rue RO N°128, Quartier Taouyah, Commune Ratoma
Tél. +224 626 26 55 08
Email : okoala@sfcg.org

Table des matières

Table des matières	1
Résumé exécutif	4
Principaux résultats	4
Recommandations	5
Contexte et Justification	6
Objectifs du conflict scan	6
Méthodologie de recherche	6
Résultats	8
Contexte local et évolutions récentes des conflits politiques et religieux	8
Mandiana : tensions politiques élevées et tensions religieuses faibles	8
Facteurs de tolérance et marginalisation	9
N'Zérékoré : tensions politiques moyennes et tensions religieuses moyennes	10
Facteurs de tolérance et marginalisation	11
Doko (préfecture de Siguiri) : tensions politiques élevées et tensions religieuses faibles	11
Facteurs de tolérance et marginalisation	11
Conakry : tensions politiques élevées et tensions religieuses faibles	12
Facteurs de tolérance et marginalisation	12
Labé : tensions politiques élevées et tensions religieuses élevées	12
Facteurs de tolérance et marginalisation	13
Les principales causes des tensions politiques et religieuses	14
Les manifestations des tensions dans les zones de l'étude	14
Les acteurs impliqués dans la transformation des tensions politiques et religieuses	14
Les solutions pour diminuer les tensions politiques et religieuses	15
Recommandations	16

A l'État et aux autorités locales	16
Aux leaders religieux	16
Aux OSC, Représentant des Jeunes, Femmes	16
A Search for Common Ground	16
A court terme	16
A moyen terme	17
Annexes :	18
Annexe 1 : ToR	18
Annexe 2 : Outils de collecte de données	24
Annexe 3 : Acteurs impliqués dans les tensions et dans la transformation des conflits.	29

Résumé exécutif

Selon l'étude de base du projet Unis dans nos différences, mis en œuvre par Search et financé par UE, 59% des enquêtés avaient la perception que les principales causes des conflits/tensions étaient d'ordre politiques, (21%) religieuses, (9%) socio-économiques et (6%) communautaires. Dans les différentes zones du projet notamment Labé, Siguiri, N'zérékoré et Conakry des manifestations politiques et religieuses se font régulièrement, entraînant des troubles à chaque fois que l'occasion se présente ce qui risque de transformer la zone en zone de tensions et de violence. C'est le cas notamment des récentes manifestations politiques lors de l'installation des conseillers et des maires dans les communes urbaines et rurales de Mandiana, Labé, N'zérékoré et dans la sous-préfecture de Doko (préfecture de Siguiri). C'est pourquoi, il a été jugé opportun de réaliser un conflit-scan dans ces localités pour faire une analyse du contexte de ces conflits.

L'approche qualitative du présent conflit scan a consisté en 24 groupes de discussions, dont 03 par localité, et 40 entretiens individuels dans les cinq (05) localités pendant la collecte des données. Au total, 160 personnes, dont 50 femmes, ont été touchées par ce conflit scan.

Principaux résultats

Selon les perceptions des personnes touchées par le conflit scan, le niveau de tensions politiques est élevé dans les préfectures de Labé, Mandiana, la sous-préfecture Doko (Siguiri) et à Conakry notamment dans les communes de Ratoma, Matoto, tandis que le niveau est perçu comme étant moyen dans la préfecture de N'zérékoré. Quant au niveau de tensions religieuses, les personnes interviewées le perçoivent comme élevé à Labé, moyen à N'zérékoré et faible dans les préfectures de Conakry, Mandiana et sous-préfecture de Doko.

Les principales causes des tensions se résument par le manque de respect des accords politiques, les divisions politiques au sein de la population, le manque de concertation entre les leaders des partis politiques et la population, le non-respect des engagements et des textes de lois, la haine, la non-entente entre la population et les responsables de certains partis politiques comme le cas de Doko pour le choix du représentant du parti politique) d'une part et d'autre la discrimination entre natif/autochtone et allogène pour le choix des élus locaux, révélant une difficulté d'appliquer les règles démocratiques électorales allant à l'encontre de certaines traditions et des intérêts de certains. C'est le cas de Mandiana et de Doko où les sages, les jeunes perçoivent l'installation d'un natif comme élu local comme une imposition par la force, même s'il n'a pas la compétence intellectuelle ou professionnelle de gérer un groupe de personnes

Les causes fondamentales des tensions religieuses sont la manipulation politique des chefs religieux, la mauvaise interprétation du contenu des livres saints par les chefs religieux, la lutte des

leaders religieux pour leurs intérêts personnels dans les lieux de culte, le mauvais choix des représentants des chefs religieux par les autorités locales et administratives dans les lieux de culte (perception des interviewés) et spécifiquement le problème intra religieux entre les courants comme le cas de Labé entre les tidjanistes et les salafistes.

Recommandations

Aux partis politiques

- Favoriser l'inclusivité et l'échange entre les autorités, les partis, les OSC, les représentants des jeunes et des femmes déjà existants (à travers des temps d'échanges questions-réponses, des présentations faites par les OSC, les jeunes.

A l'État et aux autorités locales

- De communiquer clairement sur les textes de lois lors émissions radios/ tribunes d'expressions populaires d'une part et d'autre part de respecter ces accords politiques et des engagements vis-à-vis de la population.

Aux leaders religieux

- Veiller sur les discours des chefs religieux dans les lieux de culte pour éviter la mauvaise interprétation et la confusion dans l'utilisation des livres saints.

A Search for Common Ground

- Organiser des séances de dialogue sur l'acceptation des uns des autres dans leurs différences dans la préfecture de Labé, les communes de Matoto et Ratoma et dans la sous-préfecture de Doko en impliquant les leaders des partis politiques, des autorités administratives et locales, les membres de la société civile, les représentant (es) des jeunes et des femmes sur le non-respect des accords politiques lors des TEP.
- Collaborer avec les jeunes et de femmes notamment dans les communes de Ratoma et Matoto à Conakry, Doko dans la préfecture de Siguiri, Mandiana, Labé et N'zérékoré pour disséminer à plus grande échelle les textes électoraux, les accords politiques et engagements à travers les tribunes d'expressions populaires.
- Orienter les prochaines campagnes de communication médiatique (notamment des spots radios/TV, des reportages, des magazines et/ou des feuillets) sur les thèmes portant sur : Le rôle et responsabilité des acteurs locaux et des leaders politiques dans le processus électoral.

Contexte et Justification

L'analyse de conflit ou conflict scan fait partie d'un projet intitulé « Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique ! Contribuer à prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels ». Ce projet est mis en œuvre par Search dans (08) localités : Conakry (Matoto, Ratoma), Labé, Pita, Kankan, Siguiri, Beyla et N'zérékoré et vise à contribuer à la prévention des risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels.

Objectifs du conflict scan

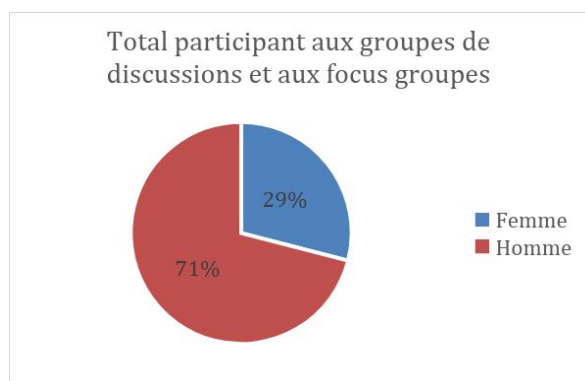
Search a la particularité de faire des conflict scans qui sont des analyses courtes, pragmatiques et régulières qui visent à analyser les dynamiques de changements dans les zones de conflit. Les conflicts scans sont orientés vers l'action, avec l'objectif d'informer les acteurs clés à tous les niveaux, y compris communautaires, sur les dynamiques de conflits et les leviers possibles d'atténuation.

Les objectifs spécifiques de ce conflict scan sont les suivants :

- Recueillir les perceptions des communautés ainsi que des membres des acteurs impliqués dans le processus quant à l'évolution des tensions et violences liées aux facteurs politiques et religieux ;
- Recueillir les recommandations des citoyens face à ces tensions et en tirer des recommandations pour le projet ;
- Identifier l'influence des acteurs politiques, religieux et communautaires sur l'évolution des dernières tensions mais aussi pour promouvoir la tolérance au sein des localités du projet
- Formuler et collecter des indicateurs définis par les populations, permettant de suivre régulièrement le niveau de tolérance, de repli/exclusion communautaire et de marginalisation au sein des communautés.

Méthodologie de recherche

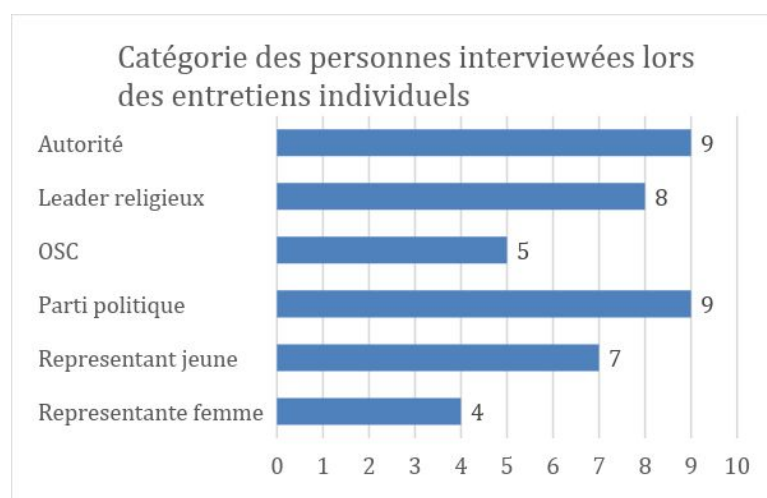
La méthodologie utilisée pour ce conflict scan a été exclusivement une méthodologie qualitative, conçue pour collecter les perceptions des groupes cibles par rapport à l'évolution du contexte du conflit politique et religieux. Cette méthodologie était basée sur la



collecte de données au moyen de deux activités principales :

- Entrevues avec des informateurs clés, en utilisant un questionnaire d'entrevue ;
- Groupes de discussion, en utilisant un guide de discussion.

Ce conflict scan a mis l'emphase sur certaines zones précises d'implémentation du projet. Ce conflict scan a touché 05 localités notamment une ou deux dans chacune des 04 régions (Labé en centre urbain, N'Zérékoré en centre urbain, Siguiri dans la sous-préfecture de Doko Mandiana en centre urbain) et Ratoma à Conakry. Le choix de ces localités est fait en concertation avec les chefs des différentes zones et notamment selon les données de l'étude de base en collaboration avec l'équipe programme de Search selon plusieurs critères dont : 1) la récurrence des conflits, 2) le degré des risques de tensions et de violences liées aux contextes politiques et religieux.



Ce graphique représente le nombre de personnes touchées dans les groupes de discussions et par les entretiens individuels dans les différentes zones de l'étude par sexe. 71% représente l'ensemble des hommes pendant les groupes de discussions et des entretiens individuels et 29% des femmes avec un total de 162 personnes.

Du fait de leur niveau d'influence tel que démontré dans l'étude de base, le conflict scan s'est en particulier concentré sur les leaders religieux, les autorités, les membres des partis politiques et les leaders jeunes. Tous les principaux courants religieux ont été représentés (Catholiques et Protestants chez les Chrétiens, Tidjianistes et Salafistes chez les Musulmans). De même, les principaux partis politiques des zones du conflict scan ont également été représentés.

Résultats

Contexte local et évolutions récentes des conflits politiques et religieux

Tableau N°1 : Situation du contexte politique des conflits dans les localités de la commune urbaine de Labé, Mandiana, N'zérékoré, Doko et Conakry (Matoto et Ratoma) :

Niveau du contexte des conflits	Préfectures/ Communes				
	Labé	Mandiana	Conakry	Doko	N'Zérékoré
Le niveau de tension politique au cours de ces quatre derniers mois	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé	Moyen
Le niveau de tension religieuse au cours de ces quatre derniers mois	Élevé	Faible	Faible	Faible	Moyen

Mandiana : tensions politiques élevées et tensions religieuses faibles

Dans la commune urbaine la tension politique est faible mais élevée dans certaines sous-préfectures tels que Kinièran, Faralako, Morodou et Balandougouba.

A Kinièran, la tension est élevée entre les partisans du maire sortant et du maire entrant : Namissa et M'Baliala sont deux grands quartier de Kinièran et dans le contexte actuel, l'ancien maire est de M'Baliala et le nouveau maire est de Namissa, créant ainsi des tensions. La population de Namissa a dit que si le maire ne vient pas de Namissa qu'il n'y aura pas de maire et M'Baliala recommande de reconduire l'ancien. L'autorité préfectorale et les responsables du parti Rassemblement du Peuple de Guinée (parti au pouvoir), quant à eux, visent à appliquer le principe du code électoral : c'est-à-dire que l'ancien maire soit démis et que le nouveau maire doit maintenant prendre ses fonctions. La situation est similaire à Niantanina où le représentant est originaire du centre de ladite sous-préfecture et le nouveau maire est de Gbonko, un district de la sous-préfecture de Niantanina, créant ainsi des conflits entre les groupes. Les partisans de l'ancien maire n'ont pas accepté le nouvel élu parce qu'il n'est pas du centre ; cela a suscité des problèmes en faisant des affrontements entre les deux camps et jusqu'à présent la tension existe entre eux.

A Faralako, le problème est intra politique, au sein du parti RPG arc-en-ciel. C'est le vice-maire qui a été élu mais les jeunes se sont opposés en disant qu'ils ne veulent pas qu'un étranger les commande. A Balandougouba, le conflit est entre aussi le groupe maire sortant et entrant au sein d'un même parti (le RPG arc en ciel), l'ancien maire ne veut pas quitter son poste alors qu'il n'a pas

été réélu, les jeunes aussi se sont levés comme un seul doigt pour protester. C'est cela qui est la source de tension à Balandougouba.

A Morodou, c'est un conflit inter générationnel qui causent des tensions entre les camps le sortant et l'entrant. Le candidat favori des jeunes est un diplômé en lettres modernes et le vieux est un illettré. Les jeunes disent qu'ils ne veulent plus être gouvernés par les illettrés. Finalement, ils ont été séparés par les autorités préfectorales par l'application des principes du code électoral mais la tension persiste. A Balandougouba, c'est un problème de choix entre les candidats, mais il y a trois grands districts Sidikila, Niekoura et Faragbèkoro. La population de chaque district veut que le maire vienne de sa localité. Ce sont ces actes qui ont provoqués des violences.

Selon les perceptions des participants au conflict scan, le niveau de tension religieuse a été faible dans la commune urbaine de Mandiana au cours des quatre derniers mois. Le seul cas signalé s'est déroulé à Kantédou Balandougou en 2017 où un Saoudien prêcheur a perdu sa vie dû au conflit qui opposait les fils de cette localité. Les uns musulmans voulant islamiser les autres animistes conservateurs.

Facteurs de tolérance et marginalisation

Selon les répondants, les personnes sont tolérantes les uns envers les autres parce qu'on note la participation aux cérémonies sociales et à nos cérémonies de mariage, de décès. Suite à l'influence constructive des leaders constructives des leaders d'opinions et religieux tel que le témoigne un jeune « *Tout le monde était contre le préfet de Mandiana suite aux promesses non tenues du Chef de l'Etat par rapport au bitumage de la route Kankan-Mandiana, l'achèvement de la grande mosquée et la maison de jeunes mais avec l'implication des cadres et sages de Mandiana nous avons tolérés* ».

Les répondants parlent de marginalisation, si tout le monde t'abandonne lorsque tu as une cérémonie sociale.

Les signes de stigmatisation récoltés sont :

- Le rejet d'une personne ou un groupe de personnes face à une situation,
- La non implication d'une personne dans une activité communautaire, la discrimination,
- La non-assistance sociale, la négligence sociale, le manque de considération personnelle,
- La mise à l'écart de la personne dans toutes les activités sociales ;
- La non accessibilité à des informations à temps,
- Le changement de comportement des personnes à son égard en faisant des gestes de moqueries.

Les catégories de personnes généralement stigmatisées sont : les opportunistes politiques, les handicapés ou infirmes, les mendiants, les malades mentaux, les albinos, les lépreux. Par exemple, le rejet du nouveau maire de la rurale de Doko, étant un fils de la localité mais stigmatisé par son nom (Dioubaté) qui ne peut pas commander dans un pays mandingue selon leur tradition. La population suppose que les Dioubaté, les Kouyaté, Diabaté, Kamissoko sont des griots, dans la tradition mandingue et qui ne peuvent pas être Chefs.

N'Zérékoré : tensions politiques moyennes et tensions religieuses moyennes

Le niveau de tension politique est perçu comme moyen dans la commune urbaine de N'zérékoré. Au début de l'installation des maires, il y avait une incompréhension au niveau du parti Rassemblement du Peuple de Guinée Arc en ciel pour le choix de la tête de liste mais finalement l'un d'eux a été choisi qui a entraîné des frustrations au niveau de la population.

Malgré cela, la tension est élevée dans le cas spécifique de Gouécké, une sous-préfecture de N'zérékoré dont les principaux problèmes sont liés à :

- L'installation des conseillers communaux,
- Le problème entre le sous-préfet et les femmes qui relèvent la mauvaise répartition des lampadaires ou le partage illégal des biens de Gouécké. A l'issue de cet évènement le sous-préfet a été chassé par les femmes en colère et jusqu'à la date d'écriture du rapport il n'est pas de retour en poste, il est remplacé par le Secrétaire Général.

Le niveau de tension religieuse a été perçu comme moyen dans la commune urbaine de N'Zérékoré au cours des quatre derniers mois. Par exemple, la tension est montée entre deux groupes ethniques (Koniankés et Guerzés) en lien avec la construction d'une mosquée dans la cour de la gare routière de ONAH. Toutefois, avec l'implication des autorités préfectorales, communales, les sages et certains jeunes des différentes communautés dernièrement, la tension est retombée en partie, nous permettant de classer la zone comme vivant des épisodes de tensions.

Un jeune participant au groupe de discussion des jeunes témoigne ceci : « *N'zérékoré est une ville de spéculation, où il y a un groupe qui cherche à tout prix les manifestations. Les travaux de construction [de la mosquée] ont été arrêtés par Bourema Condé au moment qu'il était gouverneur ; après son départ, ils ont commencé la construction de la mosquée. Quand l'actuel préfet a été saisi du problème, il a invité toutes les entités pour une réunion, les propositions ont été faites. Le préfet et le maire convergeaient dans le sens de la résolution et de laisser les gens prier dans la cour de la gare et non de continuer la construction. Les koniankés majoritairement musulmans et les guerzés majoritairement chrétiens ont signé une convention pour construire la mosquée. C'est à ce moment où certains jeunes du cercle de concertation ont été informés et ils ont dit de surseoir la construction*

pour éviter tout problème de confrontation. Le cercle de concertation était composé de jeunes leaders forestiers et sages qui avaient pour rôle de veiller sur la construction de cette mosquée ».

Le dossier de la construction de cette mosquée est actuellement au niveau des autorités préfectorales, communales et les sages pour analyse et la construction est arrêtée.

Facteurs de tolérance et marginalisation

Elle se ressent par :

- L'acceptation de l'idée des uns et des autres lors des prises de décisions majeures par des représentants des différentes communautés,
- Le mariage et le concubinage entre nous,
- La bonne cohabitation pacifique en signant des pactes de non-agression entre les différentes communautés vivantes dans la préfecture.

Doko (préfecture de Siguir) : tensions politiques élevées et tensions religieuses faibles

A Doko, les tensions politiques sont également élevées. La population refuse catégoriquement l'installation du maire entrant, il est issu du parti Rassemblement du peuple de Guinée. Les principales causes du refus sont :

- La population considère que le maire gagnant lors de l'élection communale du 04 Février est un griot. Les griots dans la tradition mandingue sont considérés comme des chanteurs, des paroliers qui interviennent lors des grandes cérémonies et qui n'ont pas le pouvoir de commander,
- La population insiste aussi qu'il n'est pas de Doko centre mais plutôt un village environnant,
- D'autres aussi considèrent que le maire entrant est très jeune pour les commander, qu'il n'a que 29 ans. Ces raisons font que jusqu'à présent le maire n'est pas installé et la tension est vive.

A Doko, les tensions religieuses sont faibles dont la plupart des habitants sont intéressés par les activités mines artisanales et politiques.

Facteurs de tolérance et marginalisation

La tolérance se ressent par le fait que les personnes assistent les unes des autres dans les cérémonies de mariage, de baptême et des décès même s'il avait un problème selon les répondants. On accepte socialement des personnes étrangères de travailler dans les mines artisanales de Sèkè Benkama (malinké, soussou, peulh, forestiers ou étrangers) où tout le monde est traité de la même manière dans le partage. Un jeune dit ceci : *« la semaine dernière, nous avons pris des bâtons et des cailloux l'un contre l'autre au sujet de l'installation du maire, mais*

aujourd'hui, je suis assis ici avec certains pour répondre à votre appel. Si la tolérance n'y était pas, on allait commencer la bataille devant toi ici ».

Conakry : tensions politiques élevées et tensions religieuses faibles

De l'avis de nos répondants, le niveau de tension politique est élevé dans les communes de Matoto et Ratoma. Cette tension politique est principalement liée par le non-respect des accords politiques, des engagements et la non application de textes de lois qui se manifeste souvent par les marches, les journées villes mortes, des pillages, des incendies et même dès fois par la perte en vie humaine. La tension religieuse faible dans les communes de Ratoma et Matoto.

Facteurs de tolérance et marginalisation

Lors de nos groupes de discussions, certains révèlent que la population de Wanindara est marginalisée dans la commune urbaine par le fait qu'elle n'a pas :

- D'écoles publiques, de terrains de football pour les jeunes,
- De maisons de jeunes, lieux publics de rencontre pour les chefs de quartiers.

Un homme explique ceci : « *Lors des financements de l'état, la commune de Ratoma est négligée même pendant la campagne de ramassage des ordures organisée par l'Etat le dernier Samedi de chaque mois, nous ne sommes pas invités. Ces actes font que quand il y a un évènement, vous voyez des jeunes dans la rue pour réclamer leurs droits en brûlant des pneus sur le goudron, en barricadant les routes quand un petit problème de soulèvement populaire se présente ».*

Les entretiens individuels et les groupes de discussions montrent que les personnes sont tolérantes les unes envers les autres.

La tolérance se ressent par :

- La bonne cohabitation, la cohésion sociale entre les populations,
- L'entraide, l'assistance sociale, la communication entre les voisins,
- Le pardon, l'amour de son prochain.

Labé : tensions politiques élevées et tensions religieuses élevées

A Labé, il est important de signaler que les tensions politiques et religieuses sont élevées. La tension politique est due aux différentes manifestations politiques et la tension religieuse est principalement intra religieuse. La tension religieuse est vive, et cela date depuis longtemps, entre deux courants musulmans : les tidjanistes et les Salafistes.

Selon la majorité des répondants tidjanistes, les salafistes n'invitent pas les tidjanistes lors de leurs cérémonies ; ils considèrent que les pratiquants de ce courant sont des « cafres » parce que pour eux ils ne pratiquent pas la religion de la bonne manière et qu'ils adorent les mausolées, chose interdite par la religion selon eux. Selon eux également, la plupart des femmes des salafistes sont voilées et cela signifie que leurs époux sont très jaloux et qu'ils n'acceptent pas de faire voir le visage de leurs femmes. Selon les hommes répondants dans le groupe de discussions, à Boleya, un quartier de la commune urbaine de Labé, les femmes voilées sont nombreuses et en majorité des femmes salafistes et ils pensent que leur connaissance est limitée dans la pratique de la religion. Ce manque de dialogue autour des pratiques des uns et des autres entraînent division des quartiers, repli sur soi qui mettent mal à l'aise les tidjanistes.

Selon la majorité des répondants salafistes, les tidjanistes, fondateurs de la ville de Labé, n'acceptent pas nous donner la parole dans les radios communautaires de Labé. Même si cela se passe, les sages viennent toujours demander ou sermonner les journalistes ou les responsables de ladite radio. Ce qui entraîne des frustrations du fait du manque d'écoute sur les radios privées à forte audience de la place. Ils se sentent obligés de passer par le relai de la radio bonheur pour passer leur message. Selon eux, ils ne mangent pas les viandes de vaches égorgées par les tidjanistes et n'acceptent pas de prier à la mosquée de Labé le fait qu'ils ont enterré le feu Karamoko Alpha Mo Labé et d'autres Khalifes de Labé qui sont des mausolées pour eux. La plupart des salafistes ont étudié dans les pays étrangers tels qu'en Arabie Saoudite ou au Maroc. A travers ces voyages, ils ont vu une autre manière de pratiquer la prière que celle faite par les tidjanistes. Chaque courant pense que sa pratique est la meilleure, ce qui entraîne des tensions entre ces deux courants.

Les relations sont donc fortement dégradées par des perceptions négatives sur les uns et les autres, entraînant des attitudes et comportements exclusifs générant des frustrations et tensions entre ces deux groupes. Ces perceptions et attitudes sont souvent basées sur des préjugés, et entraînent un repli sur soi et de faibles fréquentations des pratiquants des deux courants. Ce manque de dialogue semble accentuer ces préjugés et frustrations et rendre le niveau de tensions encore plus élevé.

Facteurs de tolérance et marginalisation

Malgré souvent les tensions entre les tidjanistes et les salafistes, la tolérance se ressent par :

- La bonne collaboration pendant les activités socio économique (ils collaborent ensemble au marché, chacun achète chez l'autre et ils passent beaucoup de temps ensemble dans les boutiques) et des événements sociaux : pratiques alternatives développées qui apaisent comme l'a dit une femme dans le groupe de discussion des femmes: « *Je suis présidente d'une association, mais on collabore bien avec les femmes salafistes voilées dans cette association, on se parle et on se fréquente* ».

- La tolérance entre les différentes communautés lors des campagnes électorales : Pendant les campagnes électorales, la majorité des deux camps sont ensemble pour soutenir un parti pour la même cause, ils font les meetings, les réceptions de leurs leaders ensemble sans distinction.
- L'acceptation des femmes voilées dans les marchés, les mosquées,
- Le pardon entre les salafistes et les tidjanistes.

Ces facteurs de tolérance peuvent être considérées comme des opportunités de paix.

La marginalisation se ressent pas l'exclusion des musulmans d'un courant dans plusieurs espaces sociaux (Mosquées, radio).

Les principales causes des tensions politiques et religieuses

Les principales causes des tensions politiques est le non-respect des accords politiques, des engagements et des textes de lois par les autorités selon les participants d'une part et d'autre le manque de dialogue franc entre les autorités locales, administratives et la population,

Les principales causes des tensions religieuses se résument aussi par la mauvaise manipulation politique des chefs religieux, le mauvais choix des chefs religieux dans les lieux de culte et la divergence dans la transcription et de traduction des livres saints.

Les manifestations des tensions dans les zones de l'étude

De l'avis de nos répondants (autorités, des représentant(es) des jeunes, des femmes, des OSC...) pendant les groupes des discussions et des entretiens individuels, les tensions politiques se sont manifestées au cours de ces quatre derniers mois par :

- Des journées villes mortes, des marches, des jets de pierres, des barricades, des injures, des bastonnade, la destruction des biens publics et privés, des vandalismes, des pertes en vie humaines.

Les tensions religieuses, quant à elles, se sont manifestées à travers :

- Querelles répétées dans les mosquées,
- Les attaques verbales, des agressions physiques,
- Des dénonciations, des frustrations, des rumeurs, des diffamations.

Les acteurs impliqués dans la transformation des tensions politiques et religieuses

Les acteurs impliqués dans la transformation des tensions politiques et religieuses sont : les sages, les leaders communautaires, les organisations de la société civile, Les associations et les ONGs qui

œuvrent pour la paix et la cohésion sociale, les communicateurs traditionnels, les ressortissants de certaines préfectures basés à Conakry, les plateformes de la consolidation de la paix et de cohésion sociale, les autorités locales et administratives, les associations des jeunes et des femmes, la ligue islamique, les imams, les pasteurs. Ils ont pour rôle principale de faire les médiations, les sensibilisations entre les différents acteurs en conflits.

Les solutions pour diminuer les tensions politiques et religieuses

Selon les participants aux différents groupes de discussions et aux entretiens individuels, on peut résumer les solutions comme suit: Mettre en place une cellule de sensibilisation et de formation des militants partis politiques sur le civisme en impliquant les personnes les plus écoutées dans les localités, respecter les accords politiques, des engagements, des textes de lois et le choix des électeurs issus des urnes et former les leaders religieux pour éviter les discours de divergence et respecter le choix des fidèles dans les lieux de culte.

Recommandations

A l'État et aux autorités locales

- De communiquer clairement sur les textes de lois lors émissions radios/ Tribunes d'expressions populaires d'une part et d'autre part de respecter ces accords politiques et des engagements vis-à-vis de la population.
- Favoriser l'employabilité des femmes et jeunes à travers des AGRs comme la saponification.

Aux leaders religieux

- Veiller sur le discours des chefs religieux dans les lieux de culte (mosquées et églises) pour éviter la mauvaise interprétation du contenu des livres saints à travers des sermons et des prêches,
- Promouvoir la cohabitation intra religieuse et l'acceptation mutuelle dans la différence dans les lieux de cultes pendant les sermons de vendredi pour les musulmans et les prêches de dimanche pour les chrétiens.

Aux OSC, Représentant des Jeunes, Femmes

- Faire la sensibilisation à travers les médias, les séances des activités juvéniles et sportives sur la consolidation de la paix et la cohésion sociale.

A Search for Common Ground

A court terme

- Organiser des séances de sensibilisation sur l'acceptation des uns des autres dans leurs différences dans les zones où les conflits sont plus récurrents en impliquant les leaders des partis politiques, des autorités administratives et locales, les membres de la société civile, les représentant (es) des jeunes et des femmes,
- Cibler les structures formelles/ informelles de jeunes et de femmes notamment dans les communes de Ratoma et Matoto à Conakry, Doko dans la préfecture de Siguri, Mandiana, Labé et N'zérékoré. Ces sensibilisations doivent prendre en compte les notions des codes et des textes de lois, les principes sur les accords et les engagements à travers les tribunes d'expressions populaires,
- Orienter les prochaines campagnes de communication médiatique (notamment des spots radios/TV, des reportages, des magazines et/ou des feuilletons) sur les thèmes portant sur : Le rôle et responsabilité des acteurs locaux et des leaders politiques dans le processus électoral,

- Faciliter le dialogue et la concertation permanente entre les principaux acteurs de la société civile locale (y compris les leaders d'opinions) à travers les tribunes d'expressions populaires pour éviter que les manifestations politiques et religieuses ne nuisent à la stabilité de la paix à la base en prenant en compte le respect des accords politiques et l'éducation des militants par les partis politiques.

A moyen terme

- Accompagner les initiatives locales de résolution des conflits liées à la politique. A ce titre, le projet pourra continuer à renforcer les capacités de certaines OSC et structures formelles (association des jeunes, des femmes, les ressortissants) de Labé, Mandiana, Doko, N'Zérékoré et Conakry (Matoto et Ratoma) évoluant sur le terrain en médiation, prévention et résolution des conflits communautaires,
- Renforcer les capacités des OSC, des représentants des jeunes, femmes en prévention et la transformation des conflits, car l'étude a montré qu'ils ne sont pas suffisamment outillés dans ce domaine,
- Faire des AGR avec les jeunes musulmans tidjanistes et salafistes ensemble à Labé,
- Passer par les leaders politiques influents du parti qui rassemblent pour véhiculer des messages de tolérance entre courants divergents via des émissions radio et activités de masse telles que les TEP à Labé, N'zérékoré,
- Organisations des compétitions sportives sur la paix, des débats citoyens,
- Organiser des *sumus* (activités traditionnelles dans le manding) sur les valeurs et approches de common Ground de la prévention de l'extrémisme violent pour toucher les femmes, qui jouent un rôle clé auprès de leurs maris et enfants à Mandiana.

Annexes :

Annexe 1 : ToR

Termes de Références du premier Conflict Scan

Conflict-Scan pour le projet “ *Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique*”.

1. A propos de SFCG

1.1 Aperçu général sur l’organisation

Search for Common Ground (SFCG) est un organisme international à but non lucratif qui favorise un règlement pacifique des conflits. Avec son siège à Washington DC et à Bruxelles, active depuis 1982, la mission de SFCG est de transformer la façon dont les individus, les organisations et les gouvernements gèrent les conflits - en s'éloignant des approches antagonistes et en favorisant les approches collaboratives. SFCG cherche à aider les parties en conflit à comprendre leurs différences et à agir sur leurs points communs. Avec un effectif d'environ 800 personnes dans le monde entier, SFCG met en œuvre des projets dans 49 pays, avec des bureaux permanents dans plus de 35 pays, en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis.

1.2 Notre vision

Bien que le conflit soit inévitable, la violence ne l'est pas ! Par conséquent, nous travaillons à réaliser des changements sociaux en transformant la façon dont les gens s'occupent des conflits - loin des approches violentes et contradictoires, vers une résolution collaborative des problèmes. Pour plus d'informations, visitez www.sfcg.org.

a- Contexte du Conflict-Scan

L'analyse de conflit ou Conflict-scan fait partie d'un projet intitulé « Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique. Contribuer à prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels » financé par l'Union Européenne pour une période de 18 mois. Ce projet est mis en œuvre par SFCG dans (08) localités (Conakry (Matoto, Ratoma), Labé, Pita, Kankan, Siguri, Beyla et N'zérékoré et vise à contribuer à la prévention des risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels.

L'objectif est de :

- Soutenir la formulation de réponses institutionnelles inclusives et collaboratives aux défis liés à la radicalisation et l'extrémisme violent ;

- Renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence ;
- Renforcer la résilience communautaire aux vecteurs d'extrémisme violent par la promotion du dialogue, des valeurs de tolérance et d'unité, et par des activités générant une cohésion sociale renforcée.

Selon les résultats de notre récente étude de base, 59% des enquêtés montrent que les causes de ces différentes crises sont d'ordre politiques, (21%) religieuses, (9%) socio-économiques et (6%) communautaires.

Dans ces différentes zones du projet notamment Labé, Siguiri, N'zérékoré, Conakry et Mandiana, des manifestations politiques et religieuses se font régulièrement entraînant des troubles à chaque fois que l'occasion se présente ce qui risque de transformer la zone en zone de tension et de violence. C'est le cas des récentes manifestations politiques lors de l'installation des conseillers et des maires dans les communes urbaines de Kindia, Labé, N'zérékoré et dans la sous-préfecture de Doko (préfecture de Siguiri).

Par ailleurs, les contextes politiques et religieux sont souvent les causes de ces violences.

C'est pourquoi, il est important de réaliser un conflit-scan dans ces localités pour faire une analyse du contexte de ces conflits. Ces informations seront essentielles pour nous permettre de faire face à la nature extrêmement dynamique et volatile des tensions et violences dans ces préfectures : avec une connaissance approfondie et à jour du contexte des tensions et violences et des perceptions locales de ces conflits, nous pouvons adapter nos options basées sur le contexte du programme pour nous permettre d'atteindre les résultats escomptés de ce projet.

b- Objectifs du Conflict-Scan

SFCG a la particularité de faire des Scan qui sont des analyses courtes, pragmatiques et régulières. Ces analyses sont portées vers les actions à mener pour créer un environnement de prévention profitable à tous pour atteindre les résultats escomptés du projet.

Les objectifs de ce Conflict Scan sont les suivants :

- Recueillir les perceptions des communautés ainsi que des membres des acteurs impliqués dans le processus quant à l'évolution des tensions et violences liées aux facteurs politiques et religieux ;
- Recueillir les recommandations des citoyens face à ces tensions et en tirer des recommandations pour le projet ;
- Identifier l'influence des acteurs politique, religieux et communautaires sur l'évolution des dernières tensions mais aussi pour promouvoir la tolérance au sein des localités du projet
- Formuler et collecter des indicateurs définis par les populations, permettant de suivre

régulièrement le niveau de tolérance, de repli/exclusion communautaire et de marginalisation au sein des communautés.

2. Utilisation du Conflict-Scan

Les *conflict scans* sont orientés vers l'action, avec l'objectif d'informer les acteurs clés à tous les niveaux, y compris communautaires, sur les dynamiques de conflits et les leviers possibles d'atténuation. Les principaux utilisateurs du « Conflict Scan » sont les équipes de SFCG, notamment celle du projet « **Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique** » et aussi à des partenaires travaillant sur ce sujet. Sur la base des données contenues dans ces rapports, le personnel prendra des décisions programmatiques appropriées. En particulier :

- Donner des orientations sur les problèmes qui devraient être abordés lors des TEP, les résultats du conflict scan pourront orienter les actions du projet (choix des thèmes à aborder,
- Définir les choix des acteurs et leurs niveaux de collaboration,
- Donner des orientations sur les initiatives à mener,
- Renforcer des discours alternatifs promouvant les valeurs d'unité et de tolérance : ce conflict scan identifiera quels acteurs sont les messagers les plus importants par rapport aux tensions analysées et quel type de message / thème devrait être développé pour y faire face dans nos émissions médias.

3. Fréquence et sites des Conflict-Scan

Les scans de conflits seront normalement réalisés tous les six (06) mois dans ces localités. En cas de nécessité avérée par le contexte, ce délai pourrait revenir à 3 ou 4 mois.

Ce conflict scan touchera 05 localités notamment une ou deux dans chacune des 04 régions (Labé en centre urbain, N'Zérékoré en centre urbain, Siguiri dans la sous préfecture de Doko Mandiana en centre urbain) et Ratoma à Conakry.

Le choix de ces localités est fait en concertation avec les chefs des différentes zones et notamment les données de l'étude de base en collaboration avec l'équipe programme de SFCG selon plusieurs critères dont : 1) la récurrence des conflits, 2) le degré des risques de tensions et de violences liées aux contextes politiques et religieux. Les analyses de conflits seront complétées dans un délai de deux semaines ou trois semaines (Développement de TDR, collecte de données et rapports).

4. Partage des Rapports de Conflict-Scan

Le Design, Monitoring and Evaluation Officer effectuera cette mission de collecte des données en tant que responsable et sera appuyé par les chefs de zone et des assistants terrain de SFCG dans les différentes zones cibles.

- Collecte de données : DME Officer, des chefs de zone et des assistants terrain et enquêteurs ;

- Analyse et rédaction du premier draft de rapport : DME Officer ;
- Finalisation des rapports et première validation : Equipe DME y compris ILT ;
- Deuxième validation : ILT et programme ;
- Partage des rapports avec le bailleur de fonds : Directeur pays ;
- Décisions de programmation et/ou réorientation basées sur les données du Conflict-scan : programme, personnel du DME, Directeur du pays.

5. Questions de recherche et personnes ressources

a. Les Questions de recherche

Le "Conflict Scan" est conduit à l'aide d'un guide sous forme d'un guide d'entretien et un guide de focus group qui seront annexés aux présents TDR.

b. Les personnes Ressources :

Pour collecter ces données, ces catégories de personnes ci-dessous seront rencontrées dans les entretiens avec les informateurs clés et / ou les groupes de discussion, il s'agit :

- Les partis politiques 02 ;
- Les membres de la société civile 01 ;
- Les leaders communautaires 01 ;
- Les leaders religieux 03 ;
- Les Autorités administratives locales 02 ;
- Les services de sécurité 01 ;
- Les représentants des jeunes et femmes 02.

6. Méthodologie

a. Activités

La méthodologie utilisée pour ces « Conflict-scan » sera exclusivement une méthodologie Qualitative, conçue pour collecter les perceptions des groupes cibles par rapport à l'évolution du contexte du conflit politique et religieux. Cette méthodologie sera basée sur la collecte de données au moyen de deux activités principales :

- Entrevues avec des informateurs clés, en utilisant un guide d'entrevue ;
 - Groupes de discussion, en utilisant un guide de discussion.
- À titre illustratif, la collecte des données se fera par les activités suivantes :

Participants à l'entretien individuel lors du conflit scan

N Structures concernées
°

Nombres de personnes à
toucher dans chaque site

1 Autorités

2

Partis politiques	2
Service de sécurité	1
Leaders religieux (2 Musulmans de divers courants, 1 Chrétien)	3
Total	8

Participants aux focus groups

	Key Informant Interviews	Focus Groups
Populations (hommes, femmes et jeunes – citoyens ordinaires n’ayant pas nécessairement participé à nos activités)		08 FGD dont 3 par localité (1 FGD avec les hommes, 1FGD avec les femmes, 1FGD avec les jeunes.
Total		24 FG x 05 localités = 120
Soit un total 40 pour les KII et 120 pour les FGD		

b. Équipe de collecte de données

Pour la collecte des données de terrain, elle sera effectuée par le DME Officer assisté par les chefs de zones, des assistants terrain de SFCG et deux enquêteurs pour faciliter la collecte des données des KII. Au niveau de chaque zone, des chefs de zone et assistants seront utilisés dans l’identification des personnes ressources (key informant interview), l’identification des sites d’organisation des focus groupes de discussion.

c. Période du Conflict-Scan

L’activité de collecte de données se déroulera du 05 au 27 Novembre 2018. Les phases d’analyse, de rédaction et d’exploitation du rapport auront lieu dans les deux semaines suivant la période de collecte des données.

Le conflict scan et la mission de suivi seront effectués en même temps après la validation des tdrs et des outils.

7. Le Principe de « Ne pas nuire »

Nous nous attendons à ce que la réalisation de ces analyses de Conflits présente certains risques, tant pour nos équipes que pour les personnes qui participeront à nos activités. Pour chaque risque considéré, nous proposons certaines précautions que nos équipes prendront.

Risques		Précautions
<p>Pour le personnel de SFCG et les personnes impliquées dans nos activités</p>	<p>Risque d'être mal compris par les acteurs (en particulier le personnel de SFCG)</p>	<p>Communication claire avec les acteurs locaux pour expliquer les raisons des entrevues et des groupes de discussion.</p>
		<p>Dire à chaque réunion / entrevue que tout le monde est libre de dire ce qu'il veut et n'est pas obligé de continuer avec les discussions/peut se retirer à tout moment.</p>
		<p>Expliquez clairement dans l'introduction comment les informations recueillies seront utilisées.</p>
		<p>Demandez le consentement éclairé des répondants avant d'enregistrer leur nom dans les entrevues et / ou les groupes de discussion. (Formulaire standardisé pour le consentement éclairé)</p>

Annexe 2 : Outils de collecte de données

Guide d'entretien pour le focus group



Conflict scan : « *Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée* »
GUI507-Union Européenne

GUIDE D'ENTRETIEN (FOCUS GROUP)

PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTEUR ET CONSENTEMENT DES RÉPONDANTS

Bonjour.

Nous vous remercions de nous recevoir aujourd'hui et de nous consacrer une partie de votre précieux temps.

Je m'appelle _____. En quelques mots, l'entretien auquel nous vous invitons aujourd'hui s'inscrit dans le cadre d'un conflict scan initié par Search For Common Ground et financée par l'Union Européenne. Nous cherchons à obtenir votre avis sur les conflits politiques et religieuses dans votre localité.

Les informations que nous collectons aideront notre organisation SFCG à mesurer le niveau d'avancement de nos activités sur le terrain et proposer des solutions ainsi que les indicateurs de base permettant d'orienter la mise en œuvre du projet. Vous avez été sélectionnés pour cette mission afin de recueillir votre perception personnelle et votre analyse sur ce sujet ainsi que vos propositions de solution.

Bien entendu, toutes les informations que vous nous donnerez resteront strictement confidentielles et elles ne seront transmises à personne d'autre que les membres de l'équipe de l'enquête. En outre, votre nom ne sera pas mentionné dans le rapport de la mission.

La durée de l'entretien est d'environ 1h entre 1h 30.

Vous n'êtes pas obligé de participer à cette discussion, mais nous espérons que, compte tenu de votre position privilégiée, vous accepterez d'y participer car votre opinion est très importante. S'il arrivait que je pose une question à laquelle vous ne voulez pas répondre, dites-le-moi et je passerai à la question suivante ; vous pouvez également interrompre la discussion à n'importe quel moment. Si vous souhaitez plus d'informations sur le conflict scan, vous pouvez contacter les personnes figurant sur cette fiche.

DONNEZ LA FICHE AVEC LES INFORMATIONS POUR CONTACTER CES PERSONNES.

Avez-vous des questions à me poser ?

Puis-je commencer la discussion avec vous maintenant ?

QUESTIONS À POSER :

Question 1. Comment les tensions politiques ont-elles évolué au cours des 4 derniers mois ?

- a. Quelles sont les causes des tensions politiques selon vous ?
- b. Comment ces tensions sont-elles manifestées au cours des 4 derniers mois dans votre localité ?

Question 2. Comment les tensions religieuses ont-elles évolué au cours des 4 derniers mois ?

- a. Quelles sont les causes des tensions religieuses selon vous ?
- b. Comment ces tensions sont-elles manifestées au cours des 4 derniers mois dans votre localité ?

Question 3. Quels sont selon vous, quels les acteurs qui sont impliqués dans les tensions politiques et religieuses

- a. Pourquoi selon vous ces acteurs sont en faveur de la paix et de la cohésion ?

Question 4. Quelles sont les pratiques courantes de résolution des conflits ici ?

Question 5. Ces pratiques sont-elles bonnes ou non pour lutter contre les tensions politiques et religieuses ?

- a. Dites-en quoi ces pratiques sont bonnes ?
- b. Sinon, dites-en quoi elles ne sont pas bonnes et que devrait-on faire pour les améliorer ?

Question 6. Selon vous, par quoi peut-on sentir qu'une personne ou un groupe de personnes est marginalisé dans votre localité ?

- a. Cela se ressent-il aujourd'hui dans votre communauté ? Si oui, donnez un exemple ; si non, dites-nous pourquoi ?

Question 7. Selon vous, par quoi peut-on sentir les personnes dans votre communauté sont tolérantes les unes envers les autres ?

- a. Cela se matérialise-t-il aujourd'hui dans votre communauté ? Pensez-vous que les gens sont tolérants en suivant votre réponse ?
- b. Si oui, donnez un exemple de cas de tolérance ; sinon, dites pourquoi les gens ne sont pas tolérants.

Question 8. Selon vous, par quoi peut-on sentir qu'une personne ou un groupe de personnes est stigmatisé dans votre localité ?

- a. Cela se ressent-il aujourd'hui dans votre communauté ?
- b. Si oui, donnez un exemple ;
- c. Si non, dites-nous pourquoi ?

Question 9. Quelles solutions proposeriez-vous pour diminuer les tensions politiques et religieuses dans votre localité ?

Laissez le temps pour des remarques additionnelles des répondants. Sinon, remercier les répondants et finir la discussion.

Guide d'entretien individuel



Conflict scan : « *Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée* »
GUI507-Union Européenne

GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL

PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTEUR ET CONSENTEMENT DES RÉPONDANTS

Bonjour.

Nous vous remercions de nous recevoir aujourd'hui et de nous consacrer une partie de votre précieux temps.

Je m'appelle _____. En quelques mots, l'entretien auquel nous vous invitons aujourd'hui s'inscrit dans le cadre d'une enquête initiée par Search For Common Ground et financée par l'Union Européenne. Nous cherchons à obtenir votre avis sur les conflits politiques et religieuses dans votre localité.

Les informations que nous collectons aideront notre organisation SFCG à mesurer le niveau d'avancement de nos activités sur le terrain et des proposer des solutions ainsi que les indicateurs de base permettant d'orienter la mise en œuvre du projet. Vous avez été sélectionnés pour cette mission afin de recueillir votre perception personnelle et votre analyse sur ce sujet ainsi que vos propositions de solution.

Bien entendu, toutes les informations que vous nous donnerez resteront strictement confidentielles et elles ne seront transmises à personne d'autre que les membres de l'équipe de l'enquête. En outre, votre nom ne sera pas mentionné dans le rapport de la mission.

La durée de l'entretien est d'environ 30 mn.

Vous n'êtes pas obligé de participer à cette discussion, mais nous espérons que, compte tenu de votre position privilégiée, vous accepterez d'y participer car votre opinion est très importante. S'il arrivait que je pose une question à laquelle vous ne voulez pas répondre, dites-le-moi et je passerai à la question suivante ; vous pouvez également interrompre la discussion à n'importe quel moment. Si vous souhaitez plus d'informations sur l'enquête, vous pouvez contacter les personnes figurant sur cette fiche.

DONNEZ LA FICHE AVEC LES INFORMATIONS POUR CONTACTER CES PERSONNES.

Avez-vous des questions à me poser ?

Puis-je commencer la discussion avec vous maintenant ?

Identification de l'interviewé

1. Sexe

1. Homme
2. Femme

2. Age compris entre :

1. 12-18
2. 18-25
3. 25-35
4. 35-55
5. 55+

3. Profession

1. Leader religieux
2. Autorité locale (administrative et locale)
3. Membre des forces de Défense et de Sécurité (Gendarme, Policier)
4. Partis politiques
5. Les membres de la société civile
6. Leaders communautaires
7. Les représentants des jeunes
8. Les représentants des femmes
9. Autre à préciser.....

QUESTIONS À POSER :

Question 1. Comment les tensions politiques ont-elles évolué au cours des 4 derniers mois ?

- a. Quelles sont les causes des tensions politiques selon vous ?
- b. Comment ces tensions politiques sont-elles manifestées au cours des 4 derniers mois dans votre localité ?

Question 2. Comment les tensions religieuses ont-elles évolué au cours des 4 derniers mois ?

- a. Quelles sont les causes des tensions religieuses selon vous ?
- b. Comment ces tensions religieuses sont-elles manifestées au cours des 4 derniers mois dans votre localité ?

Question 3. Quels sont selon vous, les acteurs qui sont impliqués dans la résolution des tensions politiques et religieuses ?

a. Pourquoi selon vous ces acteurs sont en faveur de la paix et de la cohésion sociale ?

Question 4. Quels sont selon vous les acteurs qui activent des tensions politiques et religieuses ?

a. Pourquoi selon vous ces acteurs sont en faveur des tensions politiques et religieuses ?

Question 5. Quelles sont les pratiques courantes de résolution des conflits ici ?

Question 6. Ces pratiques sont-elles bonnes ou non pour lutter contre les tensions politiques et religieuses ?

a. Dites-en quoi ces pratiques sont bonnes ?

b. Sinon, dites-en quoi elles ne sont pas bonnes et que devrait-on faire pour les améliorer ?

Question 7. Selon vous, par quoi peut-on sentir qu'une personne ou un groupe de personnes est marginalisé dans votre localité ?

a. Cela se ressent-il aujourd'hui dans votre communauté ?

Si oui, donnez un exemple ;

b. Si non, dites-nous pourquoi ?

Question 8. Selon vous, par quoi peut-on sentir les personnes dans votre communauté sont tolérantes les unes envers les autres ?

a. Cela se matérialise-t-il aujourd'hui dans votre communauté ? Pensez-vous que les gens sont tolérants en suivant votre réponse ?

b. Si oui, donnez un exemple de cas de tolérance ;

c. Sinon, dites pourquoi les gens ne sont pas tolérants.

Question 9. Selon vous, par quoi peut-on sentir qu'une personne ou un groupe de personnes est stigmatisé dans votre localité ?

a. Cela se ressent-il aujourd'hui dans votre communauté ?

b. Si oui, donnez un exemple

c. Si non, dites-nous pourquoi ?

Question 10. Quelles solutions proposeriez-vous pour diminuer les tensions politiques et religieuses dans votre localité ?

Laissez le temps pour des remarques additionnelles des répondants. Sinon, remercier les répondants et finir la discussion.

Annexe 3 : Acteurs impliqués dans les tensions et dans la transformation des conflits.

Niveau du contexte des conflits	Préfectures/ Communes				
	Labé	Mandiana	Conakry	Doko	N'Zérékoré
Les acteurs perçus comme impliqués dans les tensions politiques et religieuses	Les jeunes, certains leaders politiques, certains leaders religieux, des extrémistes des bords politiques et extrémistes des bords religieux	Certains responsables des partis politiques, les jeunes chômeurs, les leaders religieux.	Les responsables des partis politiques, les jeunes, certains chefs de quartiers, certains leaders d'opinions, certaines radios	Les autorités, les jeunes, les opportunistes des partis politiques selon les répondants	Les responsables de certains partis politiques, les jeunes, les femmes, les extrémistes des partis politiques, les frustrés et les victimes de l'injustice.
Les acteurs impliqués dans la transformation des tensions politiques et religieuses	Les sages, les leaders communautaires, les organisations de la société civile, Les associations et les ONGs qui œuvrent pour la paix et la cohésion sociale.	Association des femmes Mandiana Sania, Les sages, les autorités, les communicateurs traditionnels, Les ressortissants de la préfecture basés à Conakry et à ailleurs à travers le monde, la ligue islamique, les imams.	Les chefs de quartiers, les religieux, les leaders d'opinions, la société civile, Certains médias, les ONGs.	Les OSC, le conseil des sages au niveau communautaires, les autorités, les tombolomas dans les mines,	Les plateformes de consolidation de la paix et de la cohésion sociale, les autorités, les différents représentants des sages des différentes communautés, les imams et muézens dans les mosquées et les prêtres, les pasteurs, les curés dans les églises.

Les solutions pour diminuer les tensions politiques et religieuses en fonction des localités

Mandiana

- Création de synergie entre les acteurs impliqués dans la consolidation de la paix,
- Organisation des plateformes de résolution des conflits,
- Création des emplois pour les jeunes,
- Les campagnes de sensibilisation à travers les sages, les médias, les lieux où les jeunes se rencontrent, dans les lieux de cultes,
- Les Activités juvéniles (Match de gala, les soirées dansantes),
- Impliquer activement les femmes dans les sensibilisations pour qu'elles fassent passer le message auprès de leurs enfants et maris.
- Former les imams et les conseillers pouvant leur permettre de bien communiquer.

Conakry

- Respecter le choix des électeurs,
- Vulgariser le contenu du code électoral de chaque élection,

- Informer et sensibiliser la population sur le processus électoral,
- L'accompagnement financier et matériel des associations de paix évoluant dans les quartiers,
- Organisations des compétitions sportives sur la paix, des débats citoyens,
- Appui aux initiatives locales des jeunes,
- Insertion socioprofessionnelle des jeunes pour les enlever de la rue,
- Impliquer des jeunes dans les processus de maintien d'ordre.

N'Zérékoré

- Créer un cadre de concertation entre les différentes communautés vivantes à N'zérékoré,
- Le respect des textes de lois tant par la population et par les gouvernants,
- Multiplier les séances de formation pour les différents acteurs pour la consolidation de la paix,
- Créer un cadre de concertation entre des élus locaux,
- Création des associations locales pour des échanges communautaires et locales en faveur de la paix,
- Multiplier les sermons sur la consolidation de paix dans les lieux de cultes,
- Mettre en place une cellule de sensibilisation et de formation des militants partis politiques sur le civisme,
- Démultiplier les TEP dans la localité sur l'importance de la paix et de cohésion sociale,
- Faire des campagnes de sensibilisation sur la paix et cohésion sociale lors des grandes cérémonies (match de football, soirées dansantes, ...).

Doko

- Promouvoir la tolérance, le pardon dans la localité,
- Impliquer activement les djelitombas, les tombolomas dans la consolidation de la paix, ils sont très bien écoutés dans la communauté,
- Faire des sensibilisations dans les mines artisanales sur la cohésion sociale à travers les djelitombas (les communicateurs traditionnels),
- L'implication des sages et des imams dans la consolidation de paix qui jouent un rôle éminent dans la localité.

Labé

- Le respect des accords politiques et des textes de lois,
- Accepter le choix de la population pour éviter les conflits,
- Répartition équitable des ressources de l'Etat entre la population sans tenir compte de son ethnie ou de son appartenance politique,

